

RCS : ROMANS  
Code greffe : 2602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ROMANS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1990 B 00010  
Numéro SIREN : 352 919 385  
Nom ou dénomination : AUDIT DAUPHINE

Ce dépôt a été enregistré le 17/11/2023 sous le numéro de dépôt A2023/008952

**AUDIT DAUPHINE**  
**Société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros**  
**Siège social : 12 avenue des Langories - 26000 VALENCE**  
**352 919 385 R.C.S. ROMANS**  
-----

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE**  
**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 11 OCTOBRE 2023**

L'an deux mille vingt-trois  
Le onze octobre, à 11h00,  
dans les locaux de l'établissement de la société implid Partners, sis 79 cours Vitton – 69006 Lyon,

Les associés de la société AUDIT DAUPHINE, société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros, divisé en 500 parts de 16 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, sur convocation de la gérance.

Les membres de l'Assemblée ont élargé la feuille de présence en entrant en séance, tant en leur nom qu'en qualité de mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jean-Loup ROGÉ, Gérant.

La feuille de présence est arrêtée et certifiée exacte par le Président de séance qui constate que l'Assemblée réunissant le quorum requis par les statuts, est légalement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

- Autorisation de consentir un prêt de consommation d'une part sociale à Monsieur Arnaud IFERGAN,
- Agrément de Monsieur Arnaud IFERGAN en qualité de nouvel associé,
- Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation,
- le rapport établi par la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée,
- le projet des statuts.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :



**PREMIERE RESOLUTION** (autorisation de consentir un prêt de consommation d'une part sociale à Monsieur Arnaud IFERGAN)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport de la gérance, autorise :

la société implid Partners, associée de la Société, à consentir un prêt de consommation portant sur 1 part sociale, numérotée 499 :

- au profit de Monsieur Arnaud IFERGAN, né le 20 avril 1978 à VAULX-EN-VELIN (69), demeurant 208 route de Vaulx – 74150 HAUTEVILLE-SUR-FIER, Commissaire aux comptes inscrit sur la liste établie par le Haut Conseil du Commissariat aux Comptes sous le numéro 1100092379,

Et, à signer le contrat de prêt de consommation afférent à la mutation susmentionnée.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

**DEUXIEME RESOLUTION** (agrément de Monsieur Arnaud IFERGAN en qualité de nouvel associé)

L'Assemblée Générale en conséquence de la décision qui précède, agrée Monsieur Arnaud IFERGAN en qualité de nouvel associé, et ce, à compter du jour où un original de l'acte de prêt de consommation d'une part sociale ci-dessus autorisé sera déposé au siège de la Société.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

**TROISIEME RESOLUTION** (modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts)

L'Assemblée Générale, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, décide, sous réserve de la réalisation de l'acte de prêt de consommation de part sociale ci-dessus autorisé, que les article 6 et 7 des statuts seront, de plein droit, complétés et/ou remplacés par les dispositions ci-après, à compter du jour où un original de l'acte de prêt de part sociale susvisé aura été déposé au siège de la Société :

**« ARTICLE 6 – APPORTS »**

Il est ajouté le paragraphe suivant :

*« Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 octobre 2023, la société implid Partners a consenti un prêt de consommation d'une part sociale numérotée 499 de la Société AUDIT DAUPHINE, à Monsieur Arnaud IFERGAN, pour une durée indéterminée. »*

(l'ensemble des autres termes de cet article demeure inchangé).

**« Article 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de 8 000 euros. Il est divisé en 500 parts de 16 euros, entièrement souscrites et libérées numérotées de 1 à 500, attribuées aux associés comme suit :

La société implid Partners (ex. SEGEPRO)  
à concurrence de quatre cent quatre-vingt-quinze parts sociales  
numérotées de 1 à 494, ci ..... 494 parts sociales

Monsieur Guillaume VILLARD  
à concurrence d'une part sociale détenue par voie de prêt de consommation  
numérotée 495, ci ..... 1 part sociale

Monsieur Nicolas BRICHE  
à concurrence d'une part sociale détenue par voie de prêt de consommation  
numérotée 496, ci ..... 1 part sociale

Monsieur Jean-Loup ROGÉ  
à concurrence d'une part sociale détenue par voie de prêt de consommation  
numérotée 497, ci ..... 1 part sociale

Monsieur Jean-Luc REY  
à concurrence d'une part sociale  
numérotée 498, ci ..... 1 part sociale

Monsieur Arnaud IFERGAN  
à concurrence d'une part sociale détenue par voie de prêt de consommation  
numérotée 499, ci ..... 1 part sociale

Monsieur Thibault CHALVIN  
à concurrence d'une part sociale détenue par voie de prêt de consommation  
numérotée 500, ci ..... 1 part sociale

**Soit au total cinq cents parts sociales ci ..... 500 parts sociales »**

***Cette résolution est adoptée à l'unanimité.***

**QUATRIEME RESOLUTION** (pouvoir pour l'accomplissement des formalités)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

***Cette résolution est adoptée à l'unanimité.***

..====oooOooo====..

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés présents ou représentés.

\_\_\_\_\_  
Le Gérant - Associé  
**Jean-Loup ROGÉ**

\_\_\_\_\_  
Associée  
**implia Partners**  
représentée par J.-L. ROGÉ



# AUDIT DAUPHINE

PRET DE CONSOMMATION DE PART SOCIALE

MONSIEUR ARNAUD IFERGAN

11 OCTOBRE 2023

---

Q

1

AI

## PRET DE CONSOMMATION DE PART SOCIALE

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

. La société **implid Partners** société par actions simplifiée au capital de 18 712 930,54 €, dont le siège est sis Z.I – 12 Avenue de Coubon – 43700 BRIVES CHARENSAC, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Le Puy-en-Velay sous le numéro 443 416 912 R.C.S. Le Puy-en-Velay, représentée par Monsieur Jean-Loup ROGÉ, Président,

ci-après désignée par le « Prêteur »  
d'une part,

ET

Monsieur **Arnaud IFERGAN**, né le 20 avril 1978 à VAULX-EN-VELIN (69), demeurant 208 route de Vaulx – 74150 HAUTEVILLE-SUR-FIER,  
Commissaire aux comptes inscrit sur la liste établie par le Haut Conseil du Commissariat aux Comptes sous le numéro 1100092379,

ci-après désigné par le « Emprunteur »  
d'autre part,

### IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

**0.1** Le Prêteur est propriétaire de parts sociales de la Société AUDIT DAUPHINE, Société à responsabilité limitée au capital de 8 000,00 euros, dont le siège social est sis 12 avenue des Langories – 26000 VALENCE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans sous le numéro 352 919 385 R.C.S. Romans (ci-après la « **Société** »).

Le capital social de la Société est fixé à 8 000 €, divisé en 500 parts sociales de 16 € de valeur nominale chacune.

**0.2** Le Prêteur souhaite mettre à la disposition de l'Emprunteur une (1) part sociale lui appartenant par un prêt de consommation régi par les présentes et par les dispositions des articles 1892 et suivants du code civil.

### CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE OUI SUIIT :

#### ARTICLE 1 : OBJET

##### 1.1 Nombre de parts sociales prêtées

Par les présentes, le Prêteur met à la disposition de l'Emprunteur, qui accepte, à titre de prêt de consommation, une (1) part sociale de la Société AUDIT DAUPHINE (ci-après « **la Part Sociale** »), numérotée 499.

##### 1.2 Caractéristiques des parts sociales prêtées

La Part Sociale est entièrement libérée et libres de tout nantissement ou droit réel.

La Part Sociale prêtée est transmise avec tous droits y attachés, à l'exception du droit préférentiel de souscription en cas d'augmentation de capital, le Prêteur demeurant titulaire dudit droit.

## **ARTICLE 2 : TRANSFERT DE PROPRIETE**

### **2.1 Date du transfert**

En application de l'article 1893 du code civil, l'Emprunteur dispose de la propriété et de la jouissance de la Part Sociale à compter de ce jour.

### **2.2 Droits de l'Emprunteur**

A compter de ce jour, l'Emprunteur exerce vis-à-vis de la Société tous les droits attachés à la qualité d'associé (droit à l'information, droit aux dividendes et au boni de liquidation, droit de vote, etc.), sous réserve des stipulations de l'article 3 des présentes.

## **ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR PENDANT LA DUREE DU PRET**

### **3.1 Obligation de demeurer associé**

L'Emprunteur s'interdira de céder, apporter ou transmettre la Part Sociale ou autres titres de la Société détenus en vertu du Prêt à tout tiers autre qu'au Prêteur, ou encore nantir au profit de tous tiers autres que le Prêteur ou démembrer la propriété des parts sociales ou autres titres de la Société détenus en vertu du Prêt, et plus généralement, de consentir tout droit sur ceux-ci.

### **3.2 Forme nominative**

Pendant toute la durée du Prêt, l'Emprunteur devra faire inscrire la Part Sociale ou autres titres de la Société détenus en vertu du Prêt sous la forme nominative. Il veillera à l'accomplissement des formalités nécessaires, à la conservation et à la gestion des parts sociales ou autres titres de la Société détenus en vertu du Prêt.

## **ARTICLE 4 - OPERATIONS PENDANT LA DUREE DU PRET**

### **4.1 Augmentation du capital de la Société**

En cas d'augmentation de capital de la Société pendant la durée du Prêt, l'Emprunteur s'engage à transférer au Prêteur, qui accepte, la propriété des droits d'attribution ou de souscription attachés aux parts sociales ou autres titres de la Société détenus en vertu du Prêt. Les présentes constituent d'ores et déjà ordre de mouvement en faveur du Prêteur pour lesdits droits.

### **4.2 Regroupement de titres ou réduction du capital de la Société**

En cas de regroupement de titres ou de réduction du capital de la Société, le Prêteur prêtera un nombre suffisant de droits formant rompus ou de parts sociales de la Société pour permettre à l'Emprunteur de satisfaire aux conditions du regroupement ou de la réduction du capital. Les titres résultant de ces opérations seront subrogés aux parts sociales et autres titres détenus par l'Emprunteur en vertu du Prêt et seront de plein droit soumis aux stipulations du Prêt.

### **4.3 Absorption ou transformation de la Société**

En cas d'absorption, de transformation ou de toute autre opération affectant le capital de la Société, les titres remis en échange à l'Emprunteur seront subrogés à la Part Sociale et autres titres détenus par l'Emprunteur en vertu du Prêt et seront de plein droit soumis aux stipulations du Prêt. S'il y a lieu, l'Emprunteur transférera au Prêteur, qui accepte, les droits formant rompus, les présentes constituant d'ores et déjà ordre de mouvement pour lesdits droits en faveur du Prêteur.

## **ARTICLE 5 - DUREE - EXPIRATION DU PRET**

### **5.1 Date d'effet**

Le Prêt prend effet à compter de ce jour.

### **5.2 Terme**

Le Prêt est consenti pour une durée indéterminée.

Le Prêteur et l'Emprunteur pourront, à toute époque, mettre fin au prêt, sans précision de motif, ni indemnité. Le Prêt expirera de plein droit sous réserve d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification qui peut être réalisée par tous moyens de communication.

Cette notification ne sera toutefois pas nécessaire et le présent prêt de consommation sera résilié de plein droit, sans mise en demeure préalable ni respect d'un quelconque préavis :

- en cas de décès de l'Emprunteur,
- en cas de redressement ou liquidation judiciaire de l'Emprunteur.

## **ARTICLE 6 - RESTITUTION**

### **6.1 Obligation de restitution**

A l'expiration du Prêt, l'Emprunteur devra restituer au Prêteur la Part Sociale de la Société ou les titres subrogés par l'effet des stipulations de l'article 4 des présentes.

### **6.2 Modalités de la restitution**

La restitution pourra être obtenue par le Prêteur, sur simple présentation à la Société des présentes, qui constituent ordre de mouvement en faveur du Prêteur pour la Part Sociale de la Société ou pour les titres subrogés par l'effet des stipulations de l'article 4 des présentes.

L'Emprunteur s'oblige à donner au Prêteur, dès la notification de la résiliation, tous concours et signatures nécessaires en vue de la réalisation du transfert de restitution.

En outre, le Prêteur aura la faculté de faire désigner en justice un mandataire avec mission de constater ce transfert de restitution et de signer tous actes et pièces nécessaires pour rendre la cession opposable à la Société.

### **6.3 Décès ou absence déclarée de l'Emprunteur**

En cas de décès ou d'absence déclarée de l'Emprunteur, les héritiers, ayants droit et ayants cause de celui-ci seront tenus, solidairement et indivisiblement, à l'égard du Prêteur, de restituer la Part Sociale de la Société ou les titres subrogés par l'effet de l'article 4 des présentes, celles-ci constituant d'ores et déjà ordre de mouvement pour lesdits titres en faveur du Prêteur.

#### **6.4 Compte entre les parties**

Lors de la restitution, il n'y aura aucun compte à faire entre l'Emprunteur et le Prêteur pour raison de plus-values ou de moins-values qui se seraient produites sur les parts sociales ou autres titres de la Société restitués entre ce jour et celui de la restitution.

### **ARTICLE 7 - ELECTION DE DOMICILE – LOI APPLICABLE – COMPETENCE**

#### **7.1 Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à leur siège social et domicile respectifs, tels que désignés en tête des présentes.

#### **7.2 Loi applicable**

Le Prêt est soumis à la loi française.

#### **7.3 Compétence**

Tout différend découlant des présentes, de leur interprétation ou exécution, sera de la compétence exclusive des Tribunaux français.

#### **7.4 Notifications**



Pour l'exécution des dispositions du présent contrat :

- toutes les notifications sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire au domicile ou au siège social de la partie concernée, ou à toute adresse qui pourra être notifiée par chaque partie à l'autre.

- les notifications peuvent également résulter d'une remise en mains propres et signature conjointe du Prêteur et de l'Emprunteur,

- les délais courent à compter de l'envoi des notifications (le cachet de la poste faisant foi), la computation des délais s'opère de date à date.

Fait à LYON  
En trois originaux  
Le 11 octobre 2023

 <hr/> <b>Pour le Prêteur</b> SAS implid Partners Monsieur Jean-Loup ROGÉ	 <hr/> <b>Pour l'Emprunteur</b> Monsieur Arnaud FERGAN
---	--



**AUDIT DAUPHINE**

Société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros

Siège social : 12 avenue des Langories - 26000 VALENCE

352 919 385 RCS ROMANS

**STATUTS**

*MIS A JOUR LE 11 OCTOBRE 2023  
EN SUITE DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
DU 11 OCTOBRE 2023 : PRET D'UNE PART SOCIALE A M. ARNAUD IFERGAN  
(ARTICLES 6 ET 7)*

\_\_\_\_\_  
*Certifiés conformes*

*Le Gérant*

*Monsieur Jean-Loup ROGÉ*

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> - FORME**

Il est formé entre les soussignés, tous futurs propriétaires des parts ci-après créées, et tous propriétaires des parts qui pourraient être créées ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée qui sera régie par la Loi n° 66-537 du 24 Juillet 1966 telle que modifiée par les Lois n° 81-1162 du 30 décembre 1981 et n° 83-353 du 30 avril 1983, et par le Décret na 67-236 du 23 Mars 1967 tel que modifié par le Décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983 et la Loi du 1er mars 1984, la Loi n° 88-15 du 5 janvier 1988 complétée par le Décret n° 88-418 du 22 avril 1988, le Décret n° 69-810 du 12 août 1969 relatif à l'organisation de la profession et au statut professionnel des Commissaires aux Comptes de sociétés, et en outre par toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

## **ARTICLE 2 - OBJET**

La société a pour objet :

L'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes dans tous pays, telle qu'elle est définie par le Décret n° 69-810 du 12 août 1969, modifié par le décret n° 85-665 du 3 juillet 1985, et telle qu'elle pourrait l'être dans tous textes législatifs ultérieurs,

et plus généralement, toutes opérations mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'objet social.

## **ARTICLE 3 – DENOMINATION**

La société prend la dénomination de :

**AUDIT DAUPHINÉ**

## **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021 : 12 avenue des Langories - 26000 VALENCE.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la même ville, par simple décision de la gérance et, en tout autre lieu, par décision extraordinaire des associés.

## **ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la société est fixée à 50 années à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

## **ARTICLE 6 - APPORTS**

1. APPORTS EN NUMERAIRES à la constitution de la Société :

CINQUANTE MILLE Francs, soit .....7.622.45 euros

2. Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 septembre 2001, le capital social a été augmenté d'une somme de trois cent soixante dix sept euros et cinquante cinq cents, ci ..... 377.55 euros

par voie d'incorporation de pareille somme prélevée sur le compte RESERVE FACULTATIVE

---

Total des apports HUIT MILLE EUROS, ci ..... 8 000.00 euros

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19 septembre 2018 :

- Monsieur Joël FRAISSE a cédé 26 parts sociales, numérotées de 124 à 148 et 225 de la Société AUDIT DAUPHINE à la société SEGEPRO,

- Monsieur Jean-Luc REY a cédé 123 parts sociales, numérotées de 375 à 497 de la Société AUDIT DAUPHINE à la société SEGEPRO,

- La Société FRAISSE PARTENAIRES a cédé 62 parts sociales, numérotées de 1 à 62 de la Société AUDIT DAUPHINE à la société SEGEPRO,

- La Société JLR EXPERTISE ET CONSEIL a cédé 62 parts sociales, numérotées de 63 à 123 et 500 de la Société AUDIT DAUPHINE, à la société SEGEPRO.

Aux termes d'actes sous seing privés en date du 28 février 2019 :

- Monsieur Joël FRAISSE a apporté 153 parts sociales, numérotées de 158 à 224, 226 à 310 et 499 de la Société AUDIT DAUPHINE à la société SEGEPRO,

- Monsieur Joël FRAISSE a cédé 9 parts sociales, numérotées de 149 à 157 de la Société AUDIT DAUPHINE à la société SEGEPRO,

- Monsieur Jean-Luc REY a apporté 61 parts sociales, numérotées de 311 à 370 et 498 de la Société AUDIT DAUPHINE à la société SEGEPRO,

- Monsieur Jean-Luc REY a cédé 4 parts sociales, numérotées de 371 à 374 de la Société AUDIT DAUPHINE à la société SEGEPRO,

Aux termes d'actes sous seing privés en date du 28 février 2019 :

- la société SEGEPRO a cédé 1 part sociale, numérotée 499 de la Société AUDIT DAUPHINE à Monsieur Joël FRAISSE,
- la société SEGEPRO a cédé 1 part sociale, numérotée 498 de la Société AUDIT DAUPHINE à Monsieur Jean-Luc REY.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 8 décembre 2020 :

- la société implid Partners (ex. SEGEPRO) a consenti un prêt de consommation d'une part sociale numérotée 500 de la Société AUDIT DAUPHINE, à Monsieur Bruno GUILLEMOIS, pour une durée indéterminée.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 25 mai 2021 :

- la société implid Partners a consenti un prêt de consommation d'une part sociale numérotée 497 de la Société AUDIT DAUPHINE, à Monsieur Guillaume JARRAND-MARTIN, pour une durée indéterminée.

Aux termes d'actes sous seing privé en date du 12 mai 2022, la société implid Partners a consenti :

- un prêt de consommation d'une part sociale numérotée 496 de la Société AUDIT DAUPHINE, à Monsieur Nicolas BRICHE, pour une durée indéterminée,
- un prêt de consommation d'une part sociale numérotée 495 de la Société AUDIT DAUPHINE, à Monsieur Guillaume VILLARD, pour une durée indéterminée.

Aux termes d'actes sous seing privé en date du 8 juillet 2022, Monsieur Bruno GUILLEMOIS a restitué la part sociale numérotée 500 de la société AUDIT DAUPHINE, à l'associée implid Partners, objet d'un prêt de consommation, et Monsieur Guillaume JARRAND-MARTIN a restitué la part sociale numérotée 497 de la société AUDIT DAUPHINE, à l'associée implid Partners, objet d'un prêt de consommation.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 28 juillet 2022, la société implid Partners a consenti un prêt de consommation d'une part sociale numérotée 497 de la Société AUDIT DAUPHINE, à Monsieur Jean-Loup ROGÉ, pour une durée indéterminée.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22 mai 2023, la société implid Partners a consenti un prêt de consommation d'une part sociale numérotée 500 de la Société AUDIT DAUPHINE, à Monsieur Thibault CHALVIN, pour une durée indéterminée.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 octobre 2023, la société implid Partners a consenti un prêt de consommation d'une part sociale numérotée 499 de la Société AUDIT DAUPHINE, à Monsieur Arnaud IFERGAN, pour une durée indéterminée.

## **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de 8 000 euros. Il est divisé en 500 parts de 16 euros, entièrement souscrites et libérées numérotées de 1 à 500, attribuées aux associés comme suit :

La société implid Partners (ex. SEGEPRO) à concurrence de quatre cent quatre vingt-quinze parts sociales numérotées de 1 à 494, ci .....	494 parts sociales
Monsieur Guillaume VILLARD à concurrence d'une part sociale détenue par voie de prêt de consommation numérotée 495, ci .....	1 part sociale
Monsieur Nicolas BRICHE à concurrence d'une part sociale détenue par voie de prêt de consommation numérotée 496, ci .....	1 part sociale
Monsieur Jean-Loup ROGÉ à concurrence d'une part sociale détenue par voie de prêt de consommation numérotée 497, ci .....	1 part sociale
Monsieur Jean-Luc REY à concurrence d'une part sociale numérotée 498, ci .....	1 part sociale
Monsieur Arnaud IFERGAN à concurrence d'une part sociale détenue par voie de prêt de consommation numérotée 499, ci .....	1 part sociale
Monsieur Thibault CHALVIN à concurrence d'une part sociale détenue par voie de prêt de consommation numérotée 500, ci .....	1 part sociale
Soit au total cinq cents parts sociales ci .....	500 parts sociales

## **ARTICLE 8 - AUGMENTATION DE -CAPITAL**

Par décision extraordinaire des associés, le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois, par la création, avec ou sans prime, de parts nouvelles Ordinaires ou privilégiées, attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire; au moyen de la création de parts nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

En cas d'augmentation de capital en numéraire les associés auront, sauf renonciation justifiée, un droit de préférence à la souscription de parts nouvelles proportionnellement à leurs droits dans le capital, selon des modalités à définir par une décision extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital par apports en nature, ceux-ci seront évalués au vu d'un rapport établi par un Commissaire aux Apports *désigné* par décision de justice à la demande du gérant.

Une augmentation de capital pourra toujours être réalisée, même si elle fait apparaître des rompus. Les associés, disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles, devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition- ou de toute cession de droits nécessaires.

## **ARTICLE 9 - REDUCTION DE CAPITAL**

Le capital social pourra, par décision extraordinaire des associés, être réduit, quels que soient le motif et le mode de réalisation de cette réduction, mais à condition de ne pas porter atteinte à l'égalité des associés.

Le projet de réduction de capital est communiqué au Commissaire aux Comptes, s'il en existe, quarante-cinq jours au moins, avant la date de la réunion de l'assemblée des associés appelée à statuer sur ce projet.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme.

Une réduction du capital pourra être réalisée nonobstant l'existence de rompus, chaque associé devant faire son affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

## **ARTICLE 10 -DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES**

Chaque part donne droit, dans l'actif social et les bénéfices, à une fraction égale et proportionnelle au nombre de parts créées, et ce, quels que soient l'époque de cette création et le régime fiscal éventuellement propre à certaines d'entre elles. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sauf exceptions légales, les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Ils peuvent exercer le droit de communication permanent ou temporaire qui leur est accordé par les textes en vigueur.

Les droits et obligations attachés aux parts sociales suivent ces dernières dans quelques mains qu'elles passent.

La possession d'une part emporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la société et aux résolutions prises régulièrement par les associés.

Les représentants, héritiers, ayants cause ou créanciers d'un associé, même s'ils comprennent des mineurs ou des incapable, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer, en aucune manière, dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés.

## **ARTICLE 11 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé résultent des statuts, des actes modificatifs, ainsi que des actes portant cession ou mutation de parts sociales.

## **ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Les copropriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par l'un d'eux' considéré par elle comme seul propriétaire. A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir pour faire désigner, par justice, un mandataire chargé de représenter, tous les indivisaires.

Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers représentent valablement les nus-propriétaires à l'égard de la société ; toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

## **ARTICLE 13 - CESSION DE PARTS ENTRE VIFS**

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte notarié ou sous seings privés. Elles ne seront opposables à la société qu'après le dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elles ne seront opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutes cessions, quelles soient entre associés ou à des personnes étrangères à la société, ne pourront avoir lieu qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Dans l'hypothèse où la cession de parts aurait pour conséquence que la participation détenue par les Commissaires aux Comptes dans le capital social, ainsi qu'en nombre, soit inférieure aux 3/4, la cession ne pourra avoir lieu qu'avec un autre Commissaire aux Comptes.

Toutefois, n'aura pas besoin d'être agréé par les associés l'adjudicataire de parts sociales ayant fait l'objet d'un nantissement suivi de réalisation forcée, mais seulement dans l'hypothèse où la société aura donné son consentement au projet de nantissement.

Tout projet de cession pour lequel ce consentement est requis doit être notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, non seulement à la société mais à chacun des associés.

Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, le gérant doit convoquer l'assemblée des associés pour quelle délibère sur le projet de cession de parts sociales, ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si le consentement demandé lui est accordé, l'associé pourra céder les parts visées dans sa demande à la personne ou aux personnes désignées par lui.

Si ce consentement lui est refusé, il pourra :

- soit exiger le rachat des parts à céder par ses co-associés ou par les acquéreurs désignés par ceux-ci, s'il détient ses parts depuis au moins deux ans, ou bien si elles lui ont été dévolues par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation au profit d'un conjoint, ascendant ou descendant. Le prix de cession est déterminé par un expert désigné, soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible. L'acquisition doit être réalisées dans le délai de trois mois à compter du refus. A la demande du gérant, le délai peut être prolongé une seule fois par le Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

– soit accepter la proposition, éventuellement faite par la société de réduire, dans le même délai de trois mois, le capital du montant de la valeur nominale de ses parts et de racheter celles-ci, à un prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut sur justification être accordé à la société par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, au bout de trois mois, aucune des solutions ci-dessus envisagées n'est intervenue

– soit que la société n'ait pas fait connaître sa décision,

– soit que, la société ayant expressément refusé de donner son consentement, l'associé ait demandé le rachat et que celui-ci ne soit pas intervenu dans les trois mois,

l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

#### **ARTICLE 14 — TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES EN CAS DE DECES OU DE LIQUIDATION DE LA COMMUNAUTE**

Les parts sociales sont transmissibles, après agrément, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 13, par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux même pour une cause autre que le décès, au profit du conjoint et des héritiers en ligne directe de l'associé décédé.

La transmission de parts sociales par voie de succession au profit de personnes autres que le conjoint et les héritiers en ligne directe du défunt ne pourra avoir lieu qu'avec le consentement d'associés représentant plus des trois-quarts des parts sociales.

Toutefois, les parts sociales sont librement transmissibles au profit des héritiers en ligne directe de l'associé décédé, lorsque ces derniers sont Commissaires aux Comptes, lesquels devant justifier de leurs qualités et titres dans les plus brefs délais, par la production de toutes pièces habituellement requises en pareil cas, sans préjudice du droit pour la gérance de requérir de tout notaire ou de toute autre personnes la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tout acte établissant ces qualités et titres.

Dans le délai de huit jours à compter de la demande d'agrément ainsi présentée par un héritier et accompagnée de toutes justifications nécessaires concernant ses qualités, la gérance doit inviter la collectivité des associés à se prononcer sur cet agrément soit en assemblée générale, soit par une consultation écrite.

Si cet agrément est refusé, le demandeur pourra exiger soit le rachat de ses parts dans les mêmes conditions que celles prévues sous l'article 13 en cas de projet de cession de parts à des tiers, soit encore accepter une proposition de rachat par la société, identique à celle prévue sous le même article.

Si, au bout de trois mois à compter de la demande d'agrément, aucune de ces deux solutions n'est intervenue, la mutation des parts du défunt pourra s'opérer librement au profit du demandeur.

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leurs qualités dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.

L'exercice des droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé est subordonné à la production de cette justification, sans préjudice du droit pour la gérance de requérir de tout notaire la délivrance d'expédition ou d'extrait de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant que durera l'indivision, celle-ci ne sera comptée que pour une seule tête pour le calcul de la majorité requise pour la prise des décisions collectives. Ce n'est qu'après avoir notifié à la gérance un acte régulier de partage des parts indivises, que les héritiers, ayants droit et conjoint survivant, seront considérés individuellement comme associés.

#### **ARTICLE 15 - DECES OU INCAPACITÉ D'UN ASSOCIE**

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès, elle continue entre les associés survivants et les héritiers et représentants de l'associé décédé, "sous réserve de ce qui a été stipulé sous l'article 14".

#### **ARTICLE 16 - SANCTIONS DISCIPLINAIRES – RADIATION DE LA LISTE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Tout associé condamné à une peine disciplinaire de suspension pour une durée égale ou supérieure à trois mois, sera contraint, par l'unanimité des autres associés, de se retirer de la société.

L'associé dispose d'un délai de 6 mois à compter du jour où la décision prononçant son exclusion lui a été notifiée, pour céder tout ou partie de ses parts afin de maintenir la part de capital détenue par les Commissaires aux Comptes.

L'associé suspendu disciplinairement ne peut exercer aucune activité professionnelle de Commissaire aux Comptes, pendant la durée de sa peine, mais conserve pendant le même temps sa qualité d'associé avec tous les droits et obligations qui en découlent ; il ne perçoit dans ce cas que la rémunération de ses parts de capital.

Le Commissaire aux Comptes, gérant ou co-gérant, ne peut pas exercer ses fonctions pendant la durée de la mesure de suspension qui le frappe.

L'associé radié de la liste cesse d'exercer son activité professionnelle de Commissaire aux Comptes à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive.

L'associé dispose d'un délai de 6 mois à compter du jour où la radiation est devenue définitive, pour céder tout ou partie de ses parts afin de maintenir la part du capital détenue par les Commissaires aux Comptes.

L'associé auquel il est temporairement interdit d'exercer ses fonctions, en application de l'article 112 conserve pendant la durée de l'interdiction sa qualité d'associé, avec tous les

droits et obligations qui en découlent ; il ne perçoit dans ce cas que la rémunération de ses parts de capital.

Le Commissaire aux Comptes, gérant ou co-gérant, ne peut exercer ses fonctions pendant la durée de la mesure d'interdiction temporaire qui le frappe.

## **ARTICLE 17 — NOMINATION ET POUVOIRS DES GERANTS**

La société est administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées, agissant en qualité de gérant.

Les gérants sont nommés par décision ordinaire des associés ; ils sont obligatoirement Commissaires aux Comptes.

Vis-à-vis des tiers, chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir, en toute circonstance, au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

Toutefois, dans ses rapports avec les associés, chacun des gérants ne pourra, sans autorisation préalable de ceux-ci donnée par une décision ordinaire, contracter au nom de la société des emprunts autres que les crédits en banque, vendre ou échanger les immeubles sociaux ou le fonds de commerce, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur un fonds de commerce, concourir à la formation d'une société ou faire apport à une société de tout ou partie des biens sociaux.

Un gérant pourra faire opposition aux actes d'un autre gérant, mais cette opposition ne sera valable dans ses rapports avec les associés que si elle est faite avant que l'opération en cause soit conclue et, dans ses rapports avec les tiers, que s'il est établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toutes délégations spéciales et temporaires pour des opérations déterminées à tout mandataire de son choix. En cas de pluralité de gérants, le choix de ce mandataire devra être décidé par eux en agissant conjointement et d'un commun accord.

## **ARTICLE 18 — DUREE DES FONCTIONS DES GERANTS**

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Les gérants peuvent résigner leurs fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois au moins à l'avance.

La démission ou le décès d'un gérant n'entraîne pas la dissolution de la société. Dans ce cas, les associés nommeront, lors d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite provoquée à la diligence de l'un d'entre eux, un nouveau gérant ; toutefois, cette nomination serait seulement facultative dans le cas où il n'existerait un ou plusieurs autres gérants.

L'incapacité physique dûment constatée pendant une année, ou l'incapacité légale du gérant seront assimilés au cas de décès.

Chacun des gérants, associé ou non, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la révocation est décidée sans justes motifs, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Enfin, un gérant peut être révoqué par le Tribunal pour cause légitime à la demande de tout associé.

#### **ARTICLE 19 — REMUNERATION DES GERANTS**

Les gérants peuvent recevoir un traitement annuel, fixe ou proportionnel, dont la quotité et le mode de paiement seront déterminés par décision ordinaire des associés.

Les frais de représentation, de voyage, de déplacement, leur sont remboursés, soit d'une manière forfaitaire, soit sur présentation de pièces justificatives, selon ce qui sera décidé par les associés statuant en la forme ordinaire.

#### **ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE SES ASSOCIES OU GERANTS**

Le gérant ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés. L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à la charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions qui précèdent s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Elles concernent également les conventions intervenues entre la gérance et un associé pour définir les conditions dans lesquelles ce dernier consentira à la société des avances temporaires de fonds productives d'intérêts.

Toutefois, une décision ordinaire des associés pourra définir elle-même les modalités de telles avances, notamment si elles doivent être faites par des gérants.

Enfin, à peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, un compte-courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers ; cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

## **ARTICLE 21 - FORMES DES DECISIONS COLLECTIVES**

En principe, les décisions des associés sont prises en assemblée. Elles peuvent également être prises par consultation écrite à la diligence de la gérance. Toutefois, les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels sont obligatoirement prises en assemblée réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice social.

## **ARTICLE 22 - ASSEMBLEE**

L'assemblée est convoquée au lieu du siège social ou en tout autre lieu de la même ville (ou du même département), soit par un gérant soit, à défaut par le Commissaire aux Comptes. Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée. Par ailleurs, tout associé peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

La convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Elle doit indiquer les questions à l'ordre du jour de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée.

Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales, sous réserve qu'il accepte cette fonction. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La discussion ne pourra porter que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, il peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux ou par un autre associé sauf si les associés sont au nombre de deux.

Mais, il ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée, mais vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne : la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Ce procès-verbal est établi et signé par les gérants sur un registre spécial tenu au siège social et côté et paraphé par un Juge du Tribunal de Commerce.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité paraphées dans les mêmes conditions que le registre susvisé et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

### **ARTICLE 23 - CONSULTATION ECRITE**

En cas de consultation écrite, la gérance adresse, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à chacun des associés (au dernier domicile déclaré par lui à la société), le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Ces associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit. Ce vote, formulé par un "oui" ou un "non" inscrit en-dessous du texte de chacune des résolutions proposées, doit être adressé à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Tout associé, qui n'aura pas régulièrement voté dans le délai imparti, sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le procès-verbal de la délibération sera établi par la gérance selon les formes indiquées sous l'article 22 pour les procès-verbaux d'assemblées, mais en mentionnant que la consultation a eu lieu par écrit et en annexant au procès-verbal la réponse de chaque associé.

### **ARTICLE 24 – EPOQUE ET NATURE DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives des associés peuvent être prises à toute époque.

Toutefois, l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de chaque exercice social doit obligatoirement être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture dudit exercice.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon leur objet.

### **ARTICLE 25 - DECISIONS ORDINAIRES**

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi (révocation du gérant statutaire et transformation en société anonyme, lorsque les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de Francs).

Elles ont notamment pour objet de statuer sur les comptes de chaque exercice et sur l'affectation à donner aux résultats, de nommer et révoquer les gérants même statutaires, de nommer le ou les Commissaires aux Comptes, d'autoriser les gérants à effectuer certaines opérations, d'approuver les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou l'un de ses associés.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

#### **ARTICLE 26 – DECISIONS EXTRAORDINAIRES**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sauf dans le cas où la loi et l'article 25 des statuts prévoient que cette modification peut être effectuée par une décision ordinaire.

Elles ont notamment pour objet l'augmentation ou la réduction du capital, la modification de l'objet ou de la dénomination, la fusion avec une autre société, la transformation en société d'une autre forme, sauf l'exception mentionnée sous l'article 25.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'obliger un associé à augmenter son engagement social,
- à la majorité en nombre d'associés représentant, au moins, les trois quarts des parts sociales s'il s'agit de statuer sur le consentement aux cessions de parts visées sous l'article 13 ainsi que sur l'agrément de certains héritiers prévu sous l'article 14,
- par des associés représentant, au moins, les trois quarts des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires.

#### **ARTICLE 27 – EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le <sup>ter</sup> septembre de chaque année et finit le 31 août de l'année suivante.

#### **ARTICLE 28 – ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX**

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) en se conformant aux dispositions législatives et réglementaires. Elle doit également établir un rapport de gestion écrit.

#### **ARTICLE 29 – COMMUNICATION DES COMPTES SOCIAUX**

La gérance doit adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport susvisé, ainsi que le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance sera tenue de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

Un mois au moins avant la convocation de cette assemblée, les documents prévus par la législation en vigueur sont tenus au siège social à la disposition du Commissaire aux Comptes s'il en existe.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : bilans, compte de résultats, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées.

### **ARTICLE 30 – APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DES RESULTATS**

L'assemblée ordinaire des associés, qui est obligatoirement appelée à statuer sur l'approbation des comptes d'un exercice social dans les six mois suivant la clôture dudit exercice, se prononce également sur l'affectation à donner aux résultats de cet exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement de cinq pour cent au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la "réserve légale" est descendue au-dessous de cette fraction.

L'assemblée décide souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs ; elle détermine notamment la part attribuée aux associés sous forme de dividendes.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les pertes reportées par décision de l'assemblée générale sont inscrites à un compte spécial figurant au passif du bilan, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par prélèvement sur les réserves.

### **ARTICLE 31 – PAIEMENT DES DIVIDENDES**

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle ou, à défaut, par les gérants.

Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation accordée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête à la demande des gérants.

### **ARTICLE 32 - TRANSFORMATION**

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme ou en société civile s'il y a lieu sans que cette opération entraîne la création d'une personne morale nouvelle.

Cette transformation sera décidée aux conditions requises selon le type de société retenu et dans les termes de l'article 69 modifié de la loi.

### **ARTICLE 33 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue (et sous réserve des dispositions de l'article 9, alinéa 3) de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés doit être publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

A défaut par le gérant ou le Commissaire aux Comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

### **ARTICLE 34 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle qu'en soit la cause.

Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personne morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, la mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommé à la majorité en capital des associés ou, à défaut, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête de tout intéressé.

Un ou plusieurs contrôleurs peuvent être nommés dans les mêmes conditions que les liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société ; il a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts, à titre de remboursement du capital non amorti en premier lieu et de répartition de boni ensuite.

### **ARTICLE 35 – CONTESTATIONS**

En cas de contestation soit entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional des Commissaires aux Comptes, suivant l'objet du litige.

### **ARTICLE 36 - FRAIS**

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites incomberont conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société, qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

**STATUTS MIS A JOUR LE 11 OCTOBRE 2023**

